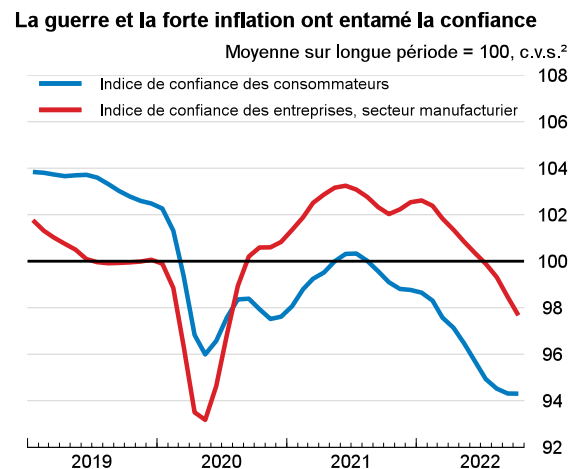
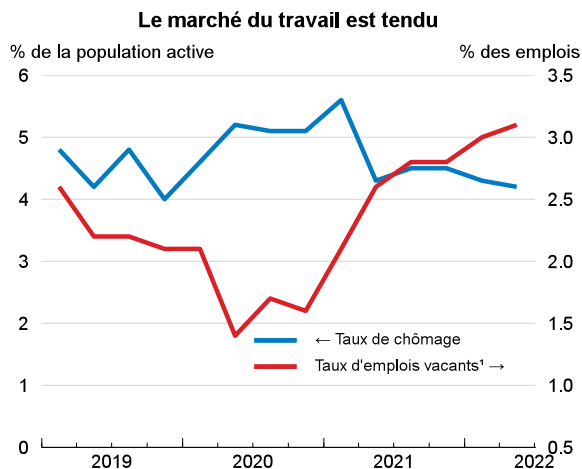


Slovénie

La croissance du PIB devrait refluer de 5 % en 2022 à 0.5 % en 2023, en raison d'une hausse de l'inflation, d'un fléchissement de la demande extérieure et des effets négatifs de la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine sur la confiance. Malgré le ralentissement de l'activité, le marché du travail devrait rester tendu, alimentant une croissance des salaires plus soutenue ainsi que les tensions inflationnistes. Néanmoins, les salaires réels diminueront, ce qui freinera la consommation privée. Le taux de croissance remontera à 2 % en 2024, parallèlement au lent recul de l'inflation.

La politique budgétaire restera expansionniste en 2023, avant de se resserrer en 2024. Le gouvernement a pris des mesures en vue d'atténuer les répercussions du renchérissement de l'énergie sur les ménages. Les aides budgétaires devraient être ciblées sur les ménages à faible revenu, préserver les incitations aux économies d'énergie et être financées par des réductions de dépenses, sachant que l'orientation expansionniste actuelle de la politique budgétaire risque d'accentuer les tensions inflationnistes. Les réformes structurelles destinées à remédier aux pénuries de main-d'œuvre et à renforcer la croissance potentielle devraient être axées sur un allègement des prélèvements sur le travail, financé par une hausse des taxes environnementales et des impôts sur le patrimoine.

Slovénie



1. Le taux d'emplois vacants mesure les offres d'emploi non satisfaites en pourcentage de l'emploi total et correspond au ratio entre le nombre d'emplois vacants et la somme du nombre de postes occupés et du nombre d'emplois vacants.

2. Indicateurs de l'OCDE dont l'amplitude a été normalisée.

Source : Office statistique de la République de Slovénie (SURS, *Statistični Úrad Republike Slovenije*) ; et base de données des Principaux indicateurs économiques de l'OCDE.

StatLink  <https://stat.link/xzeo82>

Slovénie : Demande, production et prix

	2019	2020	2021	2022	2023	2024
	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2010)				
Slovénie						
PIB aux prix du marché	48.5	-4.3	8.2	5.0	0.5	2.0
Consommation privée	25.5	-6.9	9.5	7.6	0.2	2.1
Consommation publique	8.9	4.1	5.8	0.7	1.0	0.8
Formation brute de capital fixe	9.5	-7.9	13.7	4.2	0.9	3.1
Demande intérieure finale	43.8	-4.9	9.6	5.3	0.5	2.1
Variation des stocks ¹	0.5	0.1	0.4	3.0	0.3	0.0
Demande intérieure totale	44.4	-4.7	9.9	7.3	1.1	2.0
Exportations de biens et services	40.6	-8.6	14.5	6.7	2.2	3.0
Importations de biens et services	36.4	-9.6	17.6	10.3	2.5	3.0
Exportations nettes ¹	4.2	0.0	-0.8	-2.3	-0.2	0.0
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	1.3	2.6	6.6	7.5	4.4
Indice des prix à la consommation harmonisé	—	-0.3	2.0	9.2	7.5	4.4
IPCH sous-jacent ²	—	0.8	0.9	5.7	5.7	4.3
Taux de chômage (% de la population active)	—	5.0	4.8	4.3	4.5	4.9
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	—	16.3	12.1	2.5	4.0	3.8
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-7.7	-4.7	-3.8	-5.0	-4.0
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	109.8	95.2	95.4	98.0	99.9
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht ³ (% du PIB)	—	79.6	74.5	74.7	76.7	78.1
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	7.6	3.8	-0.2	-0.8	0.0

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors produits alimentaires, énergie, alcool et tabac.

3. Selon la définition de Maastricht, la dette des administrations publiques comprend uniquement les crédits, les titres de créance et les numéraires et dépôts, la dette étant exprimée en valeur nominale et non à sa valeur de marché.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 112.

StatLink  <https://stat.link/8ml2ih>

L'activité économique a bien résisté jusqu'à présent

La croissance de l'activité économique s'est poursuivie au premier semestre de 2022, sous l'effet de la vigueur de la consommation privée, et ce malgré une inflation en hausse, conjuguée à une dégradation de l'environnement extérieur ainsi que de la confiance des consommateurs et des entreprises résultant de la guerre en Ukraine. La croissance s'est poursuivie pendant l'été, étayée par l'expansion des activités de services. Néanmoins, le taux de croissance du chiffre d'affaires du commerce de détail (abstraction faite des ventes de carburants automobiles, très fluctuantes) a reflué à 0.4 % en glissement mensuel en septembre, tandis que celui de la production industrielle est devenu négatif. Le marché du travail reste tendu, le taux de chômage s'établissant à 4.1 % en septembre, et le taux d'emplois vacants a atteint un point haut historique. Les tensions sur le marché de l'emploi transparaissent aussi dans la progression plus rapide des salaires, puisque les salaires bruts nominaux ont augmenté de 5.7 % en glissement annuel en août. Ces tensions intérieures sur les prix ont contribué à une montée de l'inflation sous-jacente, qui s'est établie à 6.6 % en septembre. L'inflation globale a atteint 11.7 % en juillet, avant de refluer à 10.3 % en octobre, grâce au plafonnement des prix de l'électricité et du gaz.

Les flux commerciaux directs entre la Slovénie et la Russie ainsi que l'Ukraine étaient limités au début de la guerre, même si la quasi-totalité des importations de gaz et 17 % des importations de pétrole brut et de

produits pétroliers provenaient de Russie. Depuis lors, la dépendance à l'égard des importations de gaz et de pétrole russes a été réduite grâce à une diversification des fournisseurs. En outre, les objectifs de stockage de gaz ont été atteints plus tôt que prévu. Néanmoins, la hausse des prix de l'énergie à l'échelle internationale a une incidence négative sur le solde commercial et alimente les tensions inflationnistes. Le renchérissement du gaz pèse aussi sur les industries grosses consommatrices de cet hydrocarbure (comme les secteurs de la métallurgie, des produits chimiques ainsi que du bois et de la pâte à papier), qui représentent 4.5 % de l'emploi, soit une proportion plus élevée que presque partout ailleurs en Europe.

La politique budgétaire reste expansionniste

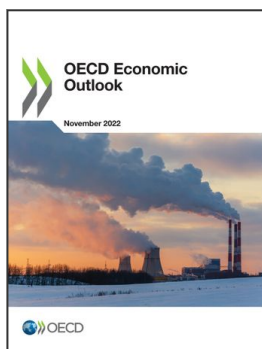
Le gouvernement a réagi à la crise énergétique en adoptant un train de mesures budgétaires représentant 0.6 % du PIB en 2022, et annoncé un surcroît de dépenses de 2 % du PIB pour 2023. Cela comprend des aides directes aux ménages et aux entreprises et des baisses d'impôts temporaires. En septembre, le gouvernement a aussi plafonné pour une durée d'un an les tarifs de l'électricité et du gaz appliqués aux ménages et aux petites entreprises. Il est supposé que ces mesures temporaires seront supprimées progressivement en 2023. En outre, les mesures structurelles adoptées se sont notamment traduites par une augmentation des pensions de retraite, compte tenu des modifications apportées au mécanisme d'indexation de ces prestations et de la hausse de leur taux de remplacement. Ces mesures devraient porter le déficit budgétaire à 5 % du PIB en 2023, avant un resserrement de la politique budgétaire en 2024. L'orientation expansionniste de la politique budgétaire accentue les tensions liées à la demande. Or, cela se produit alors que les taux d'intérêt directs de la zone euro sont peut-être inférieurs au niveau requis pour limiter l'inflation et les anticipations d'inflation en Slovaquie, comme dans d'autres économies comparables caractérisées par une croissance et une inflation forte.

L'activité économique devrait ralentir

La croissance devrait ralentir en 2023, sous l'effet d'une inflation élevée et d'un fléchissement de la demande extérieure. Les effets de cette forte inflation sur le revenu disponible des ménages pèseront sur la consommation privée. Le fléchissement de la demande et la hausse des taux d'intérêt freineront l'investissement, même si les apports de fonds de l'Union européenne (UE) devraient atténuer ce repli dans une certaine mesure. Le marché du travail restera tendu, contribuant à l'accélération de la croissance des salaires, ce qui, conjugué à la cherté de l'énergie et des produits alimentaires, maintiendra l'inflation globale à un niveau élevé. Ce n'est qu'en 2024 que la croissance repartira à la hausse, sur fond de redressement de la demande extérieure et de lent recul de l'inflation globale, compte tenu de l'atténuation des tensions liées à la demande intérieure parallèlement au resserrement de la politique budgétaire. Les risques de divergence à la baisse par rapport aux projections dépendent de la poursuite et de l'intensité de la guerre en Ukraine ainsi que de ses répercussions sur les marchés de l'énergie et sur les échanges à l'échelle internationale. Des hivers plus froids qu'à l'accoutumée pourraient cependant contraindre les autorités à rationner les approvisionnements pour les gros consommateurs industriels. À l'inverse, un renforcement du taux d'activité des seniors et des flux migratoires pourrait contribuer à réduire les pénuries de main-d'œuvre et les tensions sur les salaires.

Un resserrement de la politique budgétaire s'impose afin de réduire les tensions liées à la demande

Il faut assainir les finances publiques plus rapidement en vue de réduire les tensions liées à la demande. Les mesures d'aide devraient être financées par des réductions d'autres dépenses ordinaires et être mieux ciblées. Cela suppose de remplacer pour les ménages à faible revenu le plafonnement des prix de l'énergie par des aides directes temporaires préservant les incitations aux économies d'énergie. Les efforts accomplis en vue de diversifier les approvisionnements en gaz, notamment en obtenant un meilleur accès aux terminaux de gaz naturel liquéfié (GNL) existant dans d'autres pays et en travaillant en coordination avec l'UE, permettront d'améliorer la sécurité énergétique. Ces efforts devraient être déployés parallèlement à des réformes structurelles destinées à rehausser la croissance potentielle et à remédier aux pénuries de main-d'œuvre. Il faudrait notamment mettre en œuvre une réforme fiscale propice à la croissance passant par un allègement des prélèvements sur le travail, financé par une hausse des taxes environnementales et des impôts sur le patrimoine.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2022 Issue 2

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/f6da2159-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2022), « Slovénie », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2022 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/0b1f59c9-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.